



CHAMBRE DE
COMMERCE
LUXEMBOURG

175^e 1841-2016
anniversaire

Luxembourg, le 19 octobre 2018

Ministère d'État
Monsieur Xavier Bettel
Premier Ministre, Ministre d'Etat
4, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg

**Objet : Recommandations de la Chambre de Commerce au Gouvernement issu
des élections législatives du 14 octobre 2018**

Monsieur le Formateur, *cher Xavier*

Par la présente, nous avons le plaisir de vous transmettre les recommandations de la Chambre de Commerce au prochain Gouvernement, sous la forme de bulletin économique «Actualité & tendances»: «Entreprise Luxembourg 4.0 - Pour une gouvernance publique innovante».

L'activité entrepreneuriale est au cœur d'une économie et d'une société fortes, durables et inclusives. C'est dans cet esprit que la Chambre de Commerce vous adresse ces propositions concrètes, cohérentes et intégrées, permettant de tracer la voie vers un modèle de croissance qualitative et qui permettent aux entrepreneurs, aux entreprises et à leurs salariés d'aller de l'avant et de réussir la double transition environnementale et numérique. Ce n'est qu'en relevant ces défis dès aujourd'hui que la cohésion sociale de demain sera possible.

Une croissance qualitative ne peut exister en l'absence d'une gouvernance publique optimale. Nous - l'Etat et la Chambre de Commerce, en étroite collaboration - avons défini une feuille de route pour une économie connectée et soutenable ; la Troisième Révolution Industrielle. Or, la définition d'une stratégie n'est pas une fin en soi. Ce qui importe, c'est la mobilisation, la mise en œuvre et la priorisation. L'Etat, à travers son organisation et ses choix peut soit accélérer, soit freiner les évolutions. En d'autres termes, la transition, et sa réussite, sont fortement influencées par les choix publics, et ne sont pas «que» l'agrégation de choix privés.

L'Etat doit assumer différents rôles pour poser les jalons de la croissance 4.0. Il doit être entrepreneurial, créer un cadre en faveur des entreprises et ne pas étouffer les initiatives avec un millefeuille de réglementations. Le digital est aussi fondamental car il est à la base d'une croissance intelligente.

L'Etat doit également, encore plus qu'avant, pousser nos vertus de l'ouverture et de la coopération.

L'Etat social, quant à lui, donne les bonnes incitations au travail et à l'entrepreneuriat, et il défend le contrat intergénérationnel en le préparant aux enjeux du futur. Il mène un débat objectif sur la pauvreté et trouve les moyens - grâce à un dialogue social de qualité dans les entreprises et des mesures et transferts ciblés - de faire en sorte à ce que chacun se retrouve dans la société et obtienne un maximum de chances pour se développer et s'épanouir.

Adresse postale:

Chambre de Commerce
L-2981 Luxembourg

Bureaux:

7, rue Alcide de Gasperi
L-1615 Luxembourg

Tél.: (+352) 42 39 39-1
Fax: (+352) 43 83 26

Mail: chamcom@cc.lu
Web: www.cc.lu

Au-delà de la politique sociale et du dialogue social, un système éducatif performant et la possibilité d'accéder à un logement décent à coût acceptable font partie de la responsabilité d'un Etat moderne. Puis, l'Etat doit endosser deux autres rôles: celui de facilitateur dans le domaine de la formation, ainsi que celui de planificateur, notamment pour tout ce qui touche à la mobilité, au logement, etc.

Or, concernant le rôle de l'Etat, ce n'est pas que le « quoi », mais aussi le « comment » qui mérite toute l'attention. Actuellement, il existe encore beaucoup de silos, de compétences partagées, de contradictions, de sous-efficacités. Il y a moyen de mieux faire, notamment en recentrant l'action de l'Etat autour des grandes fonctions étatiques, autour d'un nombre restreint de super-ministères coordinateurs ou encore en consolidant les interlocuteurs des citoyens, entreprises et investisseurs dans un «front office» public unique. Dans ses recommandations, la Chambre de Commerce lance un appel en faveur d'une gouvernance publique optimisée, car des défis complexes requièrent des politiques intégrées.

Dans sa publication, la Chambre de Commerce avance sa feuille de route pour donner tous les moyens à l'Etat d'être le facilitateur de la croissance qualitative. Au niveau des conditions nécessaires – donc les indispensables sans lesquelles les autres recommandations demeureraient sous-efficaces - elle avance la nécessité de casser l'érosion de notre compétitivité-coût, suite notamment à la persistance d'un différentiel d'inflation insidieux et d'une panne de productivité élevant le coût de l'activité économique sans l'améliorer. Elle insiste en outre sur la nécessité de disposer d'une organisation du travail proche du terrain et digne du monde digitalisé du 21^e siècle, à rebours d'un carcan rigide défini au niveau national et étouffant nos entreprises et surtout nos PME. La flexibilité n'existe que pour autant qu'elle soit partagée.

Dans ses recommandations, la Chambre de Commerce insiste par ailleurs sur l'importance capitale des PME et du cadre qui leur est applicable. Elle propose d'arrimer les priorités de la recherche aux priorités de diversification et de définir une politique industrielle ambitieuse et non-contradictoire. Elle trace la vision d'un grand «front office» public qui serait le seul interlocuteur public des citoyens, entreprises et investisseurs et elle milite en faveur d'une extension des procédures de notification au détriment des autorisations. Elle fait des propositions concrètes pour améliorer notre compétitivité fiscale et pour élever le niveau de formation permettant la transition vers un monde durable et interconnecté. Cohérence, concertation et coopération: voilà les maîtres-mots de la feuille de route pour construire le Luxembourg de demain.

Tout en vous souhaitant une agréable lecture et en nous tenant à votre entière disposition pour approfondir nos échanges et nos réflexions, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Formateur, l'expression de nos salutations très distinguées.



Carlo Thelen
Directeur Général



Michel Wurth
Président